L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 14 AOUT 1877. 50me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE ORLEANS.

MARDI MATIN, 14 AOUT.

VENTE A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par D. E. Murphy & Son, sur la Levée au pied de la rue de la Commune—Fin.

Voir—Voir l'annonce d'encan de D. E. Murphy & Sons.

La presse américaine et les affaires de France.

Nous faisions observer, il y a quelques jours, que la presse française était assez mal renseignée sur les affaires américaines par les maigres dépêches qu'elle reçoit—seulement lorsqu'il survient quelque chose d'extraordinaire de ce côté de l'Océan. Par contre, la presse américaine qui apprécie les affaires de France sur les dépêches systématiquement hostiles que l'agence Reuter transmet à la presse associée de New York, doit forcément se faire une idée erronée de ce qui se passe en France. Nous en voyons la preuve dans des articles récents de deux de nos confrères de cette ville qui sur la foi d'une dépêche publiée samedi matin, semblent considérer que le gouvernement du maréchal MacMahon a pourvu substitué le règne de l'arbitraire et du bon plaisir à celui de la loi.

Si nos confrères lisaient comme nous les journaux de France, ils verraient que la presse est loin d'être muselée et que la liberté d'écrire est poussée dans bien des cas jusqu'à l'abus, car jamais nous n'avons vu un pareil dévergondage de mensonges, de fausses nouvelles et de calomnies que celui qui s'étale dans certains journaux de l'opposition. Cela, nous le reconnaissons, ne justifierait pas la substitution de l'arbitraire à l'application des lois, mais nos confrères sont dans l'erreur quand ils s'imaginent que le gouvernement supprime à son gré les journaux.

Le gouvernement use avec rigueur, dans doute, du droit que la loi lui accorde de réglementer la vente des journaux sur la voie publique, mais il n'interdit à aucun journal de servir ses abonnés, encore moins les supprime-t-il.

Les poursuites devant les tribunaux sont nombreuses, cela prouve que les délits le sont, mais l'indépendance de la justice est démontrée par des acquittements qui par des condamnations inexplicables. Qu'il y ait eu quelques excès de zèle dans certains cas, cela est possible, mais les journaux de l'opposition ne se font pas faute de s'adresser à la justice pour obtenir le redressement de leurs griefs.

On peut discuter sur l'utilité ou l'opportunité de la politique de répression rigoureuse adoptée par le gouvernement, mais c'est tomber dans une erreur grossière que de croire que le maréchal MacMahon a mis son sabre à la place de la loi et qu'il agit en dictateur.

L'ardeur avec laquelle on attaque le maréchal, la mauvaise foi avec laquelle, depuis le 16 mai, on a persisté à dénaturer ses intentions et sa politique, expliquent la vivacité et l'énergie que le ministère apporte dans la défense du gouvernement.

Quand M. Gambetta était au pouvoir, on n'était pas si les lois qu'il appliquait avec rigueur, c'était ses propres décrets dictatoriaux. Il ne s'était pas contenté de révoquer quelques maires et de remplacer trois ou quatre conseils municipaux, il avait révoqué en masse tous les maires et supprimé tous les conseils électifs de France. Il decrétait d'inéligibilité tous les anciens fonctionnaires de l'Empire et faisait de ses commissaires départementaux des agents électoraux n'ayant d'autre règle que l'intérêt de leur parti et leur bon plaisir.

Ce système d'arbitraire n'a pas réussi beaucoup à M. Gambetta, car la France connaît si tardivement par lui, a envoyé à Bordeaux une assemblée royaliste. Nous espérons que la campagne entreprise par le ministère aura un meilleur résultat. Il est été préférable que cette campagne fût conduite sous le drapeau de la liberté et non sous celui de la répression, mais c'est une des conséquences du tempérament des partis en France que les luttes politiques ne sont jamais livrées dans des conditions normales. Le ministère actuel invoque aujourd'hui le salut de la société, comme Gambetta en 1871 et Ledru-Rollin en 1848 invoquaient le salut de la République, pour employer l'influence gouvernementale en faveur des candidats de leur choix.

Les partis font appel aux passions politiques, et la décision que la France va être appelée à rendre, risque peut être d'être rendue au milieu d'agitations qui ne permettront pas aux électeurs de juger avec sang-froid la situation et de se prononcer en pleine connaissance de cause.

Le résultat de la lutte est le secret de l'avenir, mais ce que nous tenons à constater c'est que les dépêches télégraphiques sont loin de représenter exactement la situation en France, que l'agitation créée par les journaux de parti est plus superficielle que profonde et qu'elle laisse les populations assez calmes. Le télégraphe ne mentionne guère que des journaux hostiles ou des feuilles à sensation qui sont loin de représenter l'opinion publique.

Ceux de nos confrères américains qui nelisent que ces dépêches et qui basent leurs commentaires sur ces informations partielles et partiales, ne peuvent que donner à leurs lecteurs une très fausse idée des agissements du gouvernement et des dispositions des esprits.

Lorsque la campagne électorale sera ouverte par le décret de convocation des électeurs, toute cette agitation factice se calmera, la question politique résultant de l'acte du 16 mai sera nettement posée et devant le corps électoral qui sera appelé à se prononcer librement, quoiqu'on en puisse dire, et qui la résoudra. La France n'a pas subi la volonté de Gambetta en 1871, quand il était dictateur, et nous pensons qu'elle ne la subira pas davantage en 1877.

GRANDE FÊTE MILITAIRE ET CIVILE A CARROLLTON. — C'est lundi prochain, 20 août, que doit commencer la grande fête champêtre militaire et civile qui est organisée par plusieurs comités au bénéfice de l'artillerie Washington. Ce sera une grande affaire dont on ne peut avoir qu'une faible idée par le programme publié dans nos colonnes. Le Club Upide prépare une série de représentations aussi variées qu'amusantes, entr'autres la "Danse des Vaudous" avec costumes des naturels de la Sénégambie. Il y aura des scènes de bivouac, des tableaux militaires. Des clubs d'amateurs doivent jouer des vaudevilles, et puis il y aura bal chaque soir.

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 28 juillet de l'*Illustration* et du *Monde Illustré*.

BEAUX MEUBLES A BON MARCHÉ.—On trouve à la grande fabrique de Jos B. Hubbard, coin Remparts et Perdido, d'excellents meubles de salon, de chambre à coucher et de salle à manger, à des prix d'une rare modicité. Allez les examiner.

FAUSSE NOUVELLE DÉMENTIE.—La dépêche suivante dément une nouvelle télégraphique assez incompréhensible :

Paris, 8 août—Le *Français* dit qu'il est inexact que des ouvertures aient été faites à M. Dufaure pour l'engager à former un cabinet de conciliation.

—L'inspection de l'école de Saint-Cyr a été très satisfaisante, cette année.

Quand le général Chanzy a été levé toutes punitions, et, avec l'agrément du général Harrion, il a autorisé le *Triomphe*.

Le *Triomphe* est une vieille coutume de Saint-Cyr, qui consiste à promener, sur une prouesse d'artillerie, les vainqueurs du jour, tandis que tous les élèves forment, dans la cour, une immense farandole, chantant le pont légendaire de la Lisette.

Le *Triomphe* a été supprimé.

LE VOYAGE DU MARÉCHAL MAC-MAHON A BOURGES.

On lit dans le *Journal officiel* du 20 juillet :

"Aujourd'hui, à deux heures dix minutes du soir, le Maréchal président de la République, accompagné du ministre de l'intérieur, du ministre de la guerre, des généraux d'Abzac et Broye, des colonels de Vaulgrenant et Lamoreille, composant sa maison militaire ; du commandant de Loomaris, chef du cabinet du ministre de la guerre, et de M. de Montferrand, chef du cabinet du ministre de l'intérieur, a quitté Paris pour se rendre à Bourges.

"Le Maréchal est arrivé à six heures à Orléans. Une foule considérable attendait sur le quai de la gare l'arrivée du Maréchal président et l'a saluée de chaleureuses acclamations. Le 76e de ligne était sous les armes.

"Le Maréchal président de la République a été reçu par les généraux Batailé, Villetie, Appert et Tuibaudin et l'état-major de la garnison ; Mgr Coulié, coadjuteur de Mgr l'évêque d'Orléans ; le préfet du département entouré des sous-préfets et des conseillers de préfecture ; les membres du conseil général ; le maire, les adjoints et les membres du conseil municipal d'Orléans ; un grand nombre de fonctionnaires et de magistrats.

Tous les maires de l'arrondissement, les instituteurs, l'état-major des sapeurs-pompiers commandés par le colonel de Tristan, s'étaient également empressés de venir saluer le Maréchal.

"Le Président de la République a remis la croix de la Légion d'honneur à MM. Brindoz, maire de Chanteau ; Barbier, cultivateur, comice agricole ; Barbeau-my, inspecteur primaire, et à M. Sazerac de Forges, préfet du département du Loiret. Il a en outre, distribué des palmes académiques à un certain nombre d'instituteurs.

"Le Maréchal a adressé à chacune des personnes qu'il venait de décorer des paroles gracieuses ; en passant devant la foule rangée sur le quai, il s'est entretenu avec plusieurs des maires qui étaient accourus pour lui souhaiter la bienvenue, et ses paroles ont été accueillies aux cris répétés de : Vive le Maréchal !

Bourges, 29 juillet, 2 heures.

Après avoir visité le camp d'Avor, le maréchal est entré solennellement à Bourges à midi.

Brillamment escorté, accompagné du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre, il a visité la cathédrale et est arrivé à une heure à l'hôtel de la préfecture.

Il y a reçu les autorités, le conseil municipal ; les conseillers radicaux s'y étaient fait rendus.

M. Rapin, maire de Bourges, a adressé une allocution au maréchal, qui lui a répondu :

Une foule énorme, acclamations ; plusieurs décorations ont été données, entre autres au maire de Bourges.

La souscription publique contre le vote du conseil atteint dix mille francs.

Bourges, 2 h. 1/2.

Sur vingt-quatre membres du conseil municipal de Bourges, neuf conservateurs, six républicains sont venus à la réception ; les autres se sont absteuus.

Les populations des campagnes sont venues en foule.

Le maréchal va visiter la fonderie de canons.

Le discours du maréchal a été très vivement acclamé par tous les maires présents.

Bourges, 3 heures.

Voici les décorations accordées :

Grand'croix de la Légion-d'Honneur : M. de Jouvenel, préfet.

Chevaliers : M. Rapin, maire de Bourgogne ; M. Riffé, conseiller de préfecture ; M. Bonnesset, conseiller à la Cour d'appel.

Le maire de Bourges a adressé au maréchal le discours suivant :

M. le maréchal,

Vous avez voulu visiter notre département ; je viens, au nom de tous, vous en remercier.

Nous sommes fiers et heureux de voir au milieu de nous celui que les représentants de la France ont choisi comme le plus digne pour remplir dans nos temps troublés le rôle suprême de ces anciens arbitres qui, en étendant vers la ligne leurs bras respectés, faisaient cesser l'action et imposaient la trêve.

Nos calmes et laborieuses populations, répondant à votre sollicitude, ont interrompu les travaux que nécessite une récolte abondante pour venir vous saluer.

C'est qu'elles comprennent la grandeur de la mission que vous avez acceptée et qu'elles savent que vous la remplirez jusqu'au bout.

Vos paroles, cette parole dont personne en Europe ne doute, nous en est, en effet, un sûr garant : vous ne faillirez pas à votre noble tâche.

A l'extérieur, vous savez assurer la paix en conservant avec l'étranger des relations amicales.

A l'intérieur, vous savez maintenir l'ordre, en gardant et en acceptant sans exception tous ceux qui, comme vous et avec vous, défendent les principes éternels sur lesquels est ordre repose, principes qui se résument en ces deux mots devise de toute votre vie : *Dieu, Patrie !*

Soyez donc, monsieur le maréchal, le bienvenu dans cette vieille cité qui s'accroit, prospère et se transforme.

Vous pourrez, en la parcourant, constater par vous-même combien, malgré les progrès accomplis, l'efficace concours de votre gouvernement est encore nécessaire pour que ses respectueuses sympathies et de sa reconnaissance.

En vous exprimant ces sentiments, nous avons la conscience d'être les fidèles interprètes des populations de département.

Aux jours difficiles, monsieur le maréchal, la France a mis sa confiance en votre énergie et en vos loyaux conseils.

Aujourd'hui, dans cette intimité, les esprits se rapprochent, les volontés s'unissent et le pays reconstitué se reprend à espérer.

Le pays a raison ; une nation qui sait honorer la chef à qui la Providence lui a donné et le suivre dans la voie qu'il trace a droit de compter sur l'avenir et sur Dieu, qui en dispose.

Discours de M. le premier président de la Cour d'Appel de Bourges.

Monsieur le Maréchal,

J'ai l'honneur de vous présenter les magistrats de la Cour d'appel de Bourges, qui s'empressent de venir respectueusement saluer le représentant le plus élevé de l'autorité civile et de l'autorité militaire.

Le chef de l'Etat tient d'une main le livre de la loi constitutionnelle, et de l'autre l'épée de la France. C'est au plus digne que ce double mandat est adjoint ; il confié, à celui qui unit aux vertus guerrières et chevaleresques des grands capitaines les vertus dont s'illustrent dans la vie politique les grands citoyens.

En choisissant pour garde des sceaux le courageux ministre pour qui l'honneur de servir a été le seul but que semble être un héritage, vous avez voulu montrer, monsieur le maréchal, quel prix vous attachiez au concours des membres de l'ordre judiciaire pour la défense des intérêts sociaux. Dans l'avenir, comme par le passé, vous pouvez compter sur leur vigilance et sur leur fermeté. Mais le pouvoir civil, livré à lui-même, n'ignore pas qu'il serait aussi impuissant à faire respecter la paix extérieure, notre premier besoin, qu'à maintenir à l'intérieur la tranquillité publique, si elle était menacée par des entreprises criminelles ; c'est pourquoi nous regardons la vaillante et généreuse armée placée sous vos ordres comme la meilleure gardienne de notre indépendance et de notre liberté.

Les magistrats du ressort de la Cour d'appel de Bourges, dont je suis fier d'être l'interprète auprès de vous, monsieur le maréchal, vous prient d'agréer leurs hommages et leurs vœux.

Discours de M. le Président du tribunal de commerce.

Monsieur le Maréchal,

Je suis fier autant qu'heureux de l'honneur qui m'est fait dans ces circonstances si mémorables pour notre cité. Interprète des sentiments du tribunal qui m'entoure et du commerce de ces arrondissement, je me plais à vous souhaiter la bienvenue dans nos murs et à m'associer au mouvement qui porte en ce grande foule aujourd'hui au-devant de votre illustre personne, nos populations agricoles et industrielles.

Nos grands établissements militaires voient chaque jour leur importance s'accroître, leur prospérité se développer ; dans ces immenses ateliers est venue se grouper une population active et pour leur compte, dont l'activité a presque doublé le chiffre de la consommation dans notre ville ; les salaires se sont augmentés, et avec ces bénéfices nouveaux, nous avons vu régner l'esprit d'ordre et d'économie dont la caisse d'épargne nous apporte chaque semaine le précieux témoignage. Le commerce, qui a profité pour une si large part de cette création, s'incère par que votre haute influence a su la conserver et augmenter encore l'importance de notre fonderie de canons. Arbitres et dépositaires des intérêts commerciaux, nous venons vous offrir la sincère expression de notre reconnaissance.

Nos contrées, vouées à la fois à l'agriculture et à l'industrie, avaient subi dans ces derniers temps le contre-coup de la crise générale ; mais tous les points de la production s'était développée au delà des besoins de la consommation ; de petite situation anormale, à laquelle (nous nous plaisons à le constater) la politique nous étrangère, est résulté comme conséquence forcée, une réaction fâcheuse.

Enfin, la guerre d'Orient est encore venue restreindre le chiffre de nos exportations déjà diminuées par le mais se général qui avait envahi l'Europe depuis plus d'une année.

Nous comptons, monsieur le maréchal, sur la sagesse et la prudence dont votre gouvernement nous a déjà donné des preuves si nombreuses et espérons que cette guerre, funeste aux contrées lointaines et si heureusement terminée, sera promptement terminée ; nous souhaitons que la France continue longtemps et avec honneur la politique de paix que vous avez inaugurée et que réclament les grands intérêts du pays.

Déjà, de nos principaux centres industriels nous arrivent chaque jour des nouvelles plus favorables. Une sérieuse reprise d'affaires semble produire, et les magnifiques espérances que nous donnent nos récoltes serviront encore à développer cet heureux mouvement.

Monsieur le Maréchal, quelques jours seulement nous séparent de la date des élections. Dieu veuille que cette manifestation solennelle de la volonté nationale trouve à vos côtés beaucoup d'hommes aussi dévoués que vous le serez vous-même aux grands intérêts de la patrie. Que nos élus oublient les divisions qui affaiblissent, pour ne songer qu'à l'union qui rend et fortifie. La France veut, comme, laborieuse et féconde, travailler longtemps dans l'ordre et la paix à la réparation de ses désastres et à la reconstruction de sa grandeur et de sa prospérité.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Les réceptions terminées, le maréchal est allé visiter la fonderie de canons, l'arsenal, l'école de pyrotechnie, le magasin à poudre et le polygone.

Partout, sur son passage, le maréchal a recueilli les marques de la plus respectueuse sympathie.

Le maréchal a témoigné du vif intérêt qu'il prenait aux opérations et aux travaux qui se sont accomplis sous sa direction, en distribué des secours à plusieurs ouvriers blessés ou mutilés dans les ateliers. A son départ, le maréchal a été salué par de chaleureuses acclamations.

Le soir, le président de la République a réuni les autorités civiles et militaires dans un dîner, qui a été suivi d'une brillante réception.

La population se pressait autour de l'hôtel de la préfecture. La ville était splendidement illuminée.

A dix heures, a été tiré un magnifique feu d'artifice, tiré par Ruggieri, en présence du maréchal, qui a été acclamé par la foule.

Le *Patrie* du 31 juillet dit encore :

Hier matin, dimanche, à Bourges, le maréchal président de la République a visité les casernes, le lycée, les hôpitaux civils et militaires, et la fonderie de canons. Il a reçu sur son passage le même accueil que la veille, respectueux et sympathique.

Plus tard, le maréchal, accompagné des ministres de l'intérieur et de la guerre et des officiers de sa maison, s'est rendu à la cathédrale pour assister à la messe. Il a été reçu par l'archevêque avec le même cérémonial que la veille. Les magistrats, pris place dans le chœur, il était entouré de tous les principaux fonctionnaires du département et d'un nombreux état-major.

La cérémonie a été des plus imposantes. Les chants de la maîtrise ont alterné avec les musiques de l'école d'artillerie et de la 18me de ligne. Une foule énorme se pressait autour de la cathédrale.

A la sortie de la messe, le maréchal a été chaleureusement acclamé. Les populations de Bourges et les environs faisaient la haie sur son passage.

A quatre heures, le maréchal a passé en revue, au polygone, l'école des sous officiers du camp d'Avor, le tir et le 7e régiment d'artillerie, les 6e, 56e et 126e régiments d'infanterie. Ces troupes, qui formaient un effectif de 8,000 hommes, ont évolué avec la plus grande précision.

Des décorations ont été distribuées.

Dans l'état-major du maréchal on remarquait les généraux Ducrot, Thierry, de Gallifet, Arnaudeau.

La revue a été favorisée par un temps magnifique. Depuis le matin d'abondantes pluies avaient transformé en boue les routes et les champs environnants, mais comme par enchantement, le soleil est apparu, et la poussière a remplacé la boue.

Le maréchal a été salué des cris mille fois répétés de : Vive le maréchal !

A sept heures, le maréchal a dîné au grand quartier général du 7e corps. Dans la soirée, il a fait une apparition à la fête de nuit qui avait été organisée par souscription publique dans les jardins de l'archevêché, et il a été l'objet d'une chaleureuse ovation.

Le maréchal-président est parti à dix heures dix minutes de Bourges, pour retourner à Paris, au palais de l'Elysée, à cinq heures de matin.

LE TUNNEL SOUS LE DÉTROIT DE GIBRALTAR.—Il n'y aura bientôt plus de détroits, les tunnels relieront toutes les terres pour peu qu'elles soient un peu rapprochées les unes des autres. Après le Pas-de-Calais, voici qu'on songe au détroit de Gibraltar, et on écrit de Marseille, le 18 juillet, au *Messager du Midi* :

Nous avons lu, depuis quelques jours, des ingénieurs espagnols qui sont venus de Madrid pour étudier les projets et d'outils perfectionnés destinés à la perforation d'un tunnel international entre l'Espagne et l'Afrique à travers le détroit de Gibraltar. Ces projets ressemblent beaucoup à celles qui servent en ce moment à percer le Saint-Gothard.

Le tunnel projeté s'ouvrirait sur les côtes d'Espagne à une faible distance d'Algésiras et irait aboutir sur la rive africaine, entre Tanger et Ceuta.

La partie sous-marine de cet travail aurait environ neuf milles de longueur avec une pente de 1/10. Les orifices extérieurs de la galerie seraient éloignés de 5 à 7 milles. La plus grande profondeur de la mer au détroit est de 3,000 pieds. En laissant 300 pieds de séparation entre le fond de la mer et la voûte du tunnel, les travaux s'effectueraient à une profondeur de 3,500 pieds au-dessous du niveau. Les promoteurs de cette entreprise, qui ont déjà des fonds considérables, estiment que les frais ne dépasseront pas 5 millions de livres sterling.

GRAND FONDS DE MARCHANDISES SÈCHES.—Il semble qu'en ce moment il n'y a pas dans la rue de Chartres un mouvement d'affaire prononcé. Les magasins sont en demande, nous assure-t-on, et sont indique un retour prochain de prospérité. La maison C. Jaubert & Cie prend les devants dans cette renaissance marcantile. Nous publions plus loin une annonce concernant un immense stock de marchandises sèches, achetées par cette maison dans les encans de New York et qu'elle peut vendre à très bas prix. Elle invite donc les marchands de la ville et de la campagne à venir les examiner dans son magasin rue de Chartres No 50, où toutes facilités pour cela leur seront offertes. La maison C. Jaubert & Cie est une des plus anciennes maisons de commerce de la ville et qui, nous n'avons pas besoin de le dire, mérite toute confiance.

LA VITRIOLEUSE

COURS D'ASSISES DE LA SEINE.

Audience du 26 juillet.

Le drame de la rue de Boulogne s'est dénoué aujourd'hui, après quatre grands jours de débats.

Une foule énorme était venue suivre cette dernière audience : la place Dauphine était pour ainsi dire envahie par les curieux.

Mais la salle présentait un étrange spectacle. On ne voyait que des visages fatigués, des yeux cernés, des jeunes femmes ayant à peine la force de se tenir.

Malgré le manque d'air, la fatigue physique, on s'obstine à rester jusqu'au bout. L'attitude n'est plus recueillie, sombre, comme au premier jour. Tout est fiévreux, tourmenté, anxieux. On s'attend à quelque incident.

Hier, pendant les plaidoiries, on a vu la veuve Gras prendre des notes. On croit qu'elle ajouterait quelque chose à sa défense, qu'elle ferait des révélations.

A dix heures et demie, lorsque les gardes introduisent les accusés, on se précipite pour les voir.

Gaudry est pâle, raide et va automatiquement s'asseoir à sa place.

On remarque que, depuis ces longs débats, Gaudry n'a pas dirigé une seule fois les regards du côté de sa complice.

La veuve Gras apparaît à son tour. Elle hésite avant d'entrer. Elle est debout à la porte, un mouchoir sur les yeux. Elle paraît visiblement rapidement ses regards sur la foule. Puis elle entre et s'assoit.

Elle n'a pas l'air trop fatigué. L'énergie dont elle a fait preuve, pendant les débats, est incroyable. Elle n'a pas perdu un détail du procès ; elle a tout observé, tout commenté dans ses entretiens avec son défenseur.

A peine assise, la veuve Gras s'entretient vivement avec Me Charles Lachaud, le neveu et le secrétaire du célèbre avocat.

Dans le réquisitoire, il avait été dit que, le jour du crime, elle portait des bottines que l'on n'a pu retrouver. Ce détail a frappé la veuve Gras, et elle supplie le défenseur de faire observer que la veille elle portait des bottines d'étoffe grise, bottines qui se trouvent parmi les pièces à conviction. Ces bottines sont cousues, "preuve, dit-elle, de la préoccupation avec laquelle elle a couru au secours de Mme Chauvin." Ce n'est qu'à grand'peine que Me Lachaud parvient à faire comprendre à sa cliente que ce détail n'a aucune importance.

A dix heures trente-cinq minutes, la cour prend place et l'audience est ouverte.

Contrairement à l'attente générale, il n'y a pas eu de répliques.

M. le président s'adresse aux accusés : Gaudry, levez-vous. Avez-vous quelque chose à ajouter à ce qui a été dit pour votre défense ?

R. Non, monsieur.

D. La situation, les circonstances où vous vous trouvez, me font un devoir de vous poser cette dernière question. Persistez-vous à dire que tout ce que vous avez affirmé est vrai ?

R. Oui, tout ce que j'ai dit, c'est la vérité.

M. le président : Femme Gras, levez-vous. Avez-vous quelque chose à ajouter à ce que votre défenseur a dit pour votre défense ?

R. Non, monsieur. Il l'aloncera lui-même s'il le juge convenable. Je m'en rapporte à lui.

—Ah ! mais non, lui dit M. le président, votre défenseur ne peut plus parler maintenant. Il n'y a pas de réplique du ministère public. Mais si vous avez quelque chose à ajouter quelque chose à sa plaidoirie pour votre justification, la loi vous accorde le droit de les présenter vous-même. La cour est prête à vous écouter.... Voulez-vous parler ?

—Alors.... non, répond Mme Gras d'une voix très calme. Et elle se rassied sur son banc.

M. le président : Les débats sont clos.

A partir de ce moment, le procès est terminé. Il ne faut pas attendre d'impression. Aussi le désappointement est-il grand parmi les assistants qui espéraient entendre la veuve Gras se défendre elle-même.

Le président commence son résumé des débats.

M. le conseiller Violas, qui a conduit ces débats si complexes avec une habileté peu commune, n'a pas dirigé une seule fois les regards du côté de ses complices.

La veuve Gras apparaît, à son tour. Elle hésite avant d'entrer. Elle est debout à la porte, un mouchoir sur les yeux. Elle paraît visiblement rapidement ses regards sur la foule. Puis elle entre et s'assoit.

Elle n'a pas l'air trop fatigué. L'énergie dont elle a fait preuve, pendant les débats, est incroyable. Elle n'a pas perdu un détail du procès ; elle a tout observé, tout commenté dans ses entretiens avec son défenseur.

A peine assise, la veuve Gras s'entretient vivement avec Me Charles Lachaud, le neveu et le secrétaire du célèbre avocat.

Dans le réquisitoire, il avait été dit que, le jour du crime, elle portait des bottines que l'on n'a pu retrouver. Ce détail a frappé la veuve Gras, et elle supplie le défenseur de faire observer que la veille elle portait des bottines d'étoffe grise, bottines qui se trouvent parmi les pièces à conviction. Ces bottines sont cousues, "preuve, dit-elle, de la préoccupation avec laquelle elle a couru au secours de Mme Chauvin." Ce n'est qu'à grand'peine que Me Lachaud parvient à faire comprendre à sa cliente que ce détail n'a aucune importance.

A dix heures trente-cinq minutes, la cour prend place et l'audience est ouverte.

Contrairement à l'attente générale, il n'y a pas eu de répliques.

M. le président s'adresse aux accusés : Gaudry, levez-vous. Avez-vous quelque chose à ajouter à ce qui a été dit pour votre défense ?

R. Non, monsieur.

D. La situation, les circonstances où vous vous trouvez